



Découvrez ce document sur le site Légifrance modernisé en version bêta

Chemin :

<https://beta.legifrance.gouv.fr/codes/id/LEGIARTI000041397424/2020-01-16>

Code de la santé publique

- ▶ Partie législative
 - ▶ Cinquième partie : Produits de santé
 - ▶ Livre Ier : Produits pharmaceutiques
 - ▶ Titre II : Médicaments à usage humain
 - ▶ Chapitre V : Pharmacie d'officine.
 - ▶ Section 7 : Dispositions diverses

Article L5125-23

- ▶ Modifié par LOI n° 2019-1446 du 24 décembre 2019 - art. 42 (V)

I.-Le pharmacien ne peut délivrer un médicament ou produit autre que celui qui a été prescrit, ou ayant une dénomination commune différente de la dénomination commune prescrite, qu'avec l'accord exprès et préalable du prescripteur, sauf en cas d'urgence et dans l'intérêt du patient.

II.-Si la prescription libellée en dénomination commune peut être respectée par la délivrance d'une spécialité figurant dans un groupe générique ou hybride mentionné au 5° de l'article L. 5121-1, le pharmacien délivre une spécialité appartenant à ce groupe dans le respect des dispositions de l'article L. 162-16 du code de la sécurité sociale.

Par dérogation au I, il peut délivrer par substitution à la spécialité prescrite une spécialité du même groupe générique ou du même groupe hybride, à condition que le prescripteur n'ait pas exclu cette possibilité par une mention expresse et justifiée portée sur l'ordonnance. Un arrêté des ministres chargés de la santé et de la sécurité sociale, pris après avis de l'Agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé, précise les situations médicales dans lesquelles cette exclusion peut être justifiée, notamment sur l'ordonnance, ainsi que, le cas échéant, les modalités de présentation de cette justification par le prescripteur. Parmi ces situations médicales, certaines peuvent en outre faire l'objet d'une exclusion de substitution par le pharmacien, même lorsque le prescripteur n'a pas exclu cette possibilité sur l'ordonnance. L'arrêté mentionné au présent alinéa peut également préciser les situations médicales dans lesquelles cette exclusion peut être justifiée par le pharmacien, notamment sur l'ordonnance, ainsi que, le cas échéant, les modalités de présentation de cette justification par le pharmacien et d'information du prescripteur. Pour les spécialités figurant sur l'une des listes mentionnées aux premier et deuxième alinéas de l'article L. 162-17 du code de la sécurité sociale, cette substitution s'effectue dans les conditions prévues à l'article L. 162-16 du même code.

Un arrêté des ministres chargés de la santé et de la sécurité sociale précise, après avis de l'Agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé, les situations médicales dans lesquelles la substitution peut être effectuée par le pharmacien au sein d'un groupe hybride.

III.-Lorsque le pharmacien délivre par substitution à la spécialité prescrite une spécialité du même groupe générique ou du même groupe hybride, il doit inscrire le nom de la spécialité qu'il a délivrée. Il en est de même lorsque le pharmacien délivre une spécialité au vu d'une prescription libellée en dénomination commune.

La prescription libellée en dénomination commune est obligatoire pour les spécialités figurant dans un groupe générique mentionné au 5° de l'article L. 5121-1.

IV.-Lorsqu'un traitement est prescrit pour une durée d'au moins trois mois, y compris au moyen du renouvellement multiple d'un traitement mensuel, et qu'un grand conditionnement est disponible pour le médicament concerné ou pour sa forme générique, le pharmacien doit délivrer ledit conditionnement.

V.-Par dérogation au I, le pharmacien peut, en cas de rupture de stock d'un médicament d'intérêt thérapeutique majeur mentionné sur la liste prévue à l'article L. 5121-30, remplacer le médicament prescrit par un autre médicament conformément à la recommandation établie, après consultation des professionnels de santé et des associations d'usagers du système de santé agréées, par l'Agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé et publiée sur son site internet. L'agence informe sans délai les ministres chargés de la santé et de la sécurité sociale de la publication de chaque recommandation.

Lorsque le pharmacien procède au remplacement du médicament prescrit dans les conditions prévues au premier alinéa du présent V, il inscrit le nom du médicament qu'il a délivré sur l'ordonnance et informe le prescripteur de ce remplacement.

Liens relatifs à cet article

Cite:

Code de la santé publique - art. L5121-1
Code de la santé publique - art. L5121-30
Code de la sécurité sociale. - art. L162-17

Cité par:

Arrêté du 4 août 1987 - art. 2 (VD)
LOI n°2007-1822 du 24 décembre 2007 - art. 121, v. init.
Arrêté du 22 décembre 2009, v. init.
Avis du , v. init.
Arrêté du 28 octobre 2011 - art. 1, v. init.
Arrêté du 20 décembre 2011 - art. 1, v. init.
Arrêté du 4 mai 2012 - art. 1, v. init.
ARRÊTÉ du 28 novembre 2014 - art., v. init.
Arrêté du 28 novembre 2016 - art. (V)
Arrêté du 12 novembre 2019 - art. 1, v. init.
Décret n°2019-1192 du 19 novembre 2019 - art. 2
Arrêté du 2 décembre 2019, v. init.
Code de l'action sociale et des familles - art. L251-2 (V)
Code de la propriété intellectuelle - art. L716-10 (VD)
Code de la santé publique - art. L5121-10-3 (V)
Code de la santé publique - art. L5125-23-3 (Ab)
Code de la santé publique - art. L5125-23-4 (VT)
Code de la santé publique - art. L5125-32 (V)
Code de la santé publique - art. L5511-8 (VT)
Code de la santé publique - art. L5521-2 (M)
Code de la santé publique - art. R1111-20-5 (V)
Code de la santé publique - art. R5000-1 (Ab)
Code de la santé publique - art. R5121-9-10 (VD)
Code de la santé publique - art. R5121-9-7 (VD)
Code de la santé publique - art. R5125-53 (V)
Code de la santé publique - art. R5125-54 (V)
Code de la santé publique - art. R5125-55 (V)
Code de la santé publique - art. R5132-3-1 (V)
Code de la sécurité sociale. - art. L162-16 (V)
Code de la sécurité sociale. - art. L162-16-7 (V)
Code de la sécurité sociale. - art. R161-42 (V)
Code de la sécurité sociale. - art. R161-58-5 (T)

Anciens textes:

Code de la santé publique - art. L512-3 (Ab)
Code de la santé publique L512-3 alinéas 1 à 3